

GUEST, Dennis, *Histoire de la sécurité sociale au Canada*
(Montréal, Boréal, 1993).

Marc-André Deniger

Volume 49, numéro 1, été 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305407ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305407ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deniger, M.-A. (1995). Compte rendu de [GUEST, Dennis, *Histoire de la sécurité sociale au Canada* (Montréal, Boréal, 1993).] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49(1), 101–103. <https://doi.org/10.7202/305407ar>

GUEST, Dennis, *Histoire de la sécurité sociale au Canada* (Montréal, Boréal, 1993).

Dans la conjoncture actuelle de remise en cause de l'État-providence et de questionnement sur l'avenir des programmes sociaux, l'analyse socio-historique de l'évolution des politiques canadiennes de sécurité sociale proposée par Dennis Guest s'avère des plus pertinentes. Ce livre constitue indéniablement un ouvrage de référence essentiel pour qui veut resituer les débats contemporains au sujet des politiques sociales dans leur perspective historique — ce que nous négligeons trop souvent et qui s'avère pourtant fort instructif — en tenant compte de certains enjeux économiques, politiques et culturels qui président aux mutations de l'État social actuellement en cours.

L'ouvrage de Guest a pour objet la sécurité sociale, c'est-à-dire l'ensemble des législations et mesures sociales dont l'objectif est de «permettre une redistribution des revenus en faveur des individus qui se voient privés, de façon temporaire ou permanente, de leur gagne-pain habituel et de supprimer, ou d'alléger, quelques-unes des charges qui pèsent ordinairement sur le revenu — charges qui, en l'absence d'une telle assistance, menaceraient sérieusement le niveau de vie des particuliers et des familles» (p. 9). Cette analyse s'étend de l'époque précédant la Confédération jusqu'à nos jours, en accordant une attention particulière à la période entre 1914 et 1945, qui s'avéra cruciale dans l'histoire moderne de l'État social canadien, et à l'érosion du système de sécurité sociale observée depuis le début des années quatre-vingt.

Pour étayer son analyse, l'auteur s'appuie sur cinq enjeux ayant historiquement influencé — à des degrés variables — l'évolution des politiques de sécurité sociale. Il s'intéresse d'abord à la tension dialectique opposant les conceptions résiduelle et institutionnelle de la politique sociale; un thème central qui, après avoir été joué en sourdine durant les «trente glorieuses», retrouve toute son acuité avec le début des conservatrices années quatre-vingt. La conception résiduelle considère la sécurité sociale comme une aide de dernier recours devant exceptionnellement pallier l'incapacité d'une personne de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille par le recours à ses propres ressources, aux réseaux de solidarité primaires ou à la charité privée. À l'opposé, la conception institutionnelle définit le risque social comme une responsabilité collective assumée par des dispositifs sociaux à vocation «assurancielle» privilégiant «des critères distributifs tels que le besoin, les droits contractuels et les statuts que procurent l'âge, la résidence et la citoyenneté» (p. 15), qui se distinguent des orientations normatives inspirant la conception résiduelle fondée sur le libre jeu du marché et l'individualisme.

En second lieu, Guest s'attarde aux diverses tentatives, faites au cours de l'histoire de la sécurité sociale au Canada, pour actualiser l'idée d'un «minimum social» en matière de santé, de logement, d'éducation et de bien-être qui prirent diverses formes (législation sur le travail des enfants, l'instruction publique, l'assistance sociale, etc.); un débat intimement lié au processus historique de définition des causes de la pauvreté et de la dépendance (une troisième thématique).

En outre, l'auteur s'intéresse aussi à l'enjeu — plus récent celui-là — de la participation du public au débat sur la politique sociale; un rôle plus actif de la société civile qui s'est manifesté aux plans des débats sur les orientations fondamentales des politiques (ex: maintien de l'universalité ou sélectivité accrue), de l'organisation des systèmes assuranciers (niveau des prestations, droits et obligations des prestataires, procédures d'appel, etc.) et en ce qui a trait au fonctionnement démocratique du système de représentation des intérêts politiques et à l'imputabilité des représentants des pouvoirs publics envers les citoyens.

Enfin, Guest accorde une attention particulière à l'influence prépondérante qu'exerce, sur la production des politiques de sécurité sociale, la répartition des pouvoirs prévue à la constitution, de même que le jeu de concurrence politique entre les deux paliers de gouvernement pour le contrôle des juridictions et des ressources assurant le contrôle des divers domaines d'intervention des politiques sociales constitutifs du champ de la sécurité sociale.

Les principales qualités de cet ouvrage résident indéniablement dans la richesse de son contenu, la clarté des définitions conceptuelles, dans sa facture dont la qualité se compare aux principales références canadiennes de l'école d'analyse sociohistorique des politiques sociales et dans le regard critique posé sur l'évolution récente — lire la régression — de l'État-providence et des politiques sociales au pays. Retenons aussi, à la proposition

de l'auteur, certains enseignements historiques qui devraient inspirer l'actuelle réflexion sur l'avenir du régime canadien de sécurité sociale: ses origines enracinées dans la conception «élisabéthaine» des politiques sociales distinguant les pauvres méritants des non méritants, les tendances conservatrices qui ont imprégné le développement des idéologies au Canada, l'apport de la philosophie sociale-démocrate dans la modernisation de l'État social qui s'est amorcée au tournant de la Seconde Guerre mondiale, l'importante innovation que représentait la mise en œuvre du Régime d'assistance publique du Canada — aujourd'hui en voie de démantèlement — aux plans de la sécurité du revenu et du financement des programmes sociaux, l'effritement de l'État-providence qui se produit sous l'impulsion d'une conception de la société s'inspirant des préceptes du libéralisme économique du début du capitalisme, etc.

On regrette toutefois l'absence de références plus explicites à une conception précise du rôle de l'État-providence et des politiques sociales, de même qu'aux systèmes d'action qui président à la production des politiques de sécurité sociale, c'est-à-dire à cet ensemble de relations sociales et de rapports sociaux entre des acteurs dont les intérêts sont opposés, mais qui appartiennent au même champ social et tentent d'imposer leur définition des politiques et d'infléchir celles-ci conformément à leurs intérêts. L'analyse de Guest ne s'appuie pas suffisamment sur l'état des rapports sociaux, le jeu des forces sociales, les formes et l'intensité des conflits sociaux, le mode d'action de l'organisation étatique et l'état du modèle culturel des groupes sociaux pris en charge par les dispositifs sociaux, pour reconstituer la trame du développement des politiques sociales. Plus spécifiquement, l'auteur néglige ces trois dimensions de l'action sociale qui président à la production des politiques sociales soit: les enjeux liés aux choix de société sur lesquels se fondent les orientations fondamentales de ces mêmes politiques, les enjeux d'ordre institutionnel qui réfèrent aux rapports d'influence politique et aux problèmes d'intégration sociale et professionnelle, et les enjeux d'ordre organisationnel qui ont trait à l'organisation des pratiques et des dispositifs de prise en charge de ces mêmes problèmes d'intégration.